

# LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE

Novembre 2012

## LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN 2011

Les modestes pouvoirs détenus par les guadeloupéens dans la gestion de leurs affaires publiques s'expriment dans le cadre de leurs collectivités locales à savoir les 34 communes et leurs établissements publics , le département , la région et leurs satellites et les organismes publics de santé. Cependant , on ne trouve pas dans la plupart des documents français et pour cause une information consolidée propre à la Guadeloupe. Nos données sont le plus souvent diluées dans les données globales françaises, ou dans les données outre mer qui est un concept sans aucune consistance sociologique . Et ce n'est pas par hasard . Les dirigeants français font tout pour masquer notre réalité financière dont la connaissance mettrait en péril le dogme du soutien nécessaire de la France pour que notre pays puisse vivre . Par exemple, dans la loi de règlement qui est le bilan financier de l'état français, aucune indication n'est donnée sur notre pays car elle est une consolidation . On trouve quelques indications sur les dépenses de l'état dans le document de politique interministérielle dans la colonne réalisation , annexe de la loi de finances . Selon ce document, les dépenses de l'état ont été en Guadeloupe en 2011 **de 2 209 595 060 €.**

L'observatoire économique caraïbe , pour pallier à ces insuffisances et donner aux citoyens de notre pays des éléments pour comprendre et suivre régulièrement le gouvernement et l'administration des affaires publiques de la Guadeloupe, a pris la

décision de publier au moins une fois par an un rapport sur les finances publiques de la Guadeloupe et des notes régulières de conjoncture sur les collectivités publiques. La maîtrise de la production de l'information pour un peuple est un facteur de liberté collective.

Les chiffres de cette note ont été élaborés avec des données fournies par le trésor public français à partir des comptes de gestion. On les retrouve sur le site du ministère des finances . Il est dommage que ne s'y trouve , ni les données relatives aux bilans des collectivités publiques , ce qui aurait permis d'évaluer leur situation patrimoniale , ni les données relatives aux établissements public de santé . Avec toutes ces données , notre chiffrage aurait été encore plus précis . **Rappelons enfin que les chiffres sont donnés en milliers d'euros, ce qui veut dire qu'il faut leur ajouter trois zéros pour avoir le montant exact.**

Cette note s'articulera autour de cinq thèmes .

## **1 - LA SITUATION DE L'EXPLOITATION**

En 2011, les dépenses de fonctionnement ou d'exploitation des 36 collectivités de Guadeloupe se sont élevées à 1 252 893 000 euros dont 532 947 millions pour les communes , 536 231 pour le Département et 184 474 pour la région . Parmi les communes, les plus hauts niveaux de dépenses de fonctionnement sont dans l'ordre , ABYMES ( 76 539 ) , BAIE MAHAULT ( 59 871 ) , POINTE A PITRE ( 44 005 ) et GOSIER ( 34 572 ) . Les dépenses de personnel ont été de 444 975 dont 305 566 pour les communes , 94 736 pour le département et 44 673 pour la région. La masse salariale représente donc 35,51 % des dépenses de fonctionnement des collectivités publiques .

Les recettes de fonctionnement ou d'exploitation se sont élevées à 1 431 089 000 dont 570 047 millions pour les communes , 609 269 pour le département et 251 773 pour la région. Les impôts se sont élevés à 957 386 dont 376 587 pour les communes , 402 292 pour le département et 178 507 pour la région. La dotation globale de fonctionnement a été de 261 387 dont 109 323 pour les

communes, 136 414 pour le département et 15 650 pour la région.

**L'excédent brut d'exploitation ou capacité d'autofinancement, instrument fondamental pour l'autofinancement des investissements, est de 178 196 millions.**

## **2- LA SITUATION DE L'INVESTISSEMENT**

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 505 763 millions dont 204 987 pour les communes, 142 709 pour le département et 158 067 pour la région. Ces dépenses sont composées de dépenses d'équipement et de remboursement du capital de la dette : il y a eu 52 956M de remboursement du capital de la dette et 452 807M de dépenses d'équipement brut . Le remboursement de la dette se répartit en 20 902 pour les communes, 10 274 pour le département et 21 780 pour la région. L'effort réel d'investissement se répartit en 184 085 pour les communes , 132 445 pour le département et 136 287 pour la région.

Les recettes totales d'investissement hors emprunts se sont élevées à 474 159 millions dont 140 093 pour le département , 171 311 pour la région et 162 755 pour les communes .

Il y a donc un besoin de financement de 31 604 millions réparti en 42 232 pour les communes , 2 616 pour le département et une capacité de financement de 13 244 pour la région .

Ce besoin a été financé par des emprunts de 63 373 dont 20 000 pour la région et 43 373 pour les communes ce qui laisse un excédent de financement de 31 769 .

## **3 LES ÉCARTS PAR RAPPORT À LA SITUATION CONSOLIDÉE**

Si la situation consolidée est équilibrée, il y a des écarts par rapport à elle.

Ainsi , 7 collectivités sur les 36 ne dégagent pas d'excédent brut de fonctionnement ce qui a rendu difficile le financement de leur programme d'investissement .

16 collectivités sur 36 dégagent un déficit à la section d'investissement.

11 collectivités peuvent être considérées comme en difficulté budgétaire avec à la fois un déficit de leur compte de fonctionnement et l'existence d'un fort besoin de financement.

#### **4 - L'ENDETTEMENT**

L'encours de la dette est de 638 008 millions au 31 décembre 2011 dont 110 376 pour le département , 224 173 pour la région et 303 459 pour les communes. Le ratio dette/CAF qui détermine le nombre d'année d'autofinancement nécessaire au remboursement de la dette est de 3,58 . Le niveau d'endettement (encours de la dette/produits de fonctionnement) s'élève à 0,44 .

En 2011 les collectivités publiques guadeloupéennes ont emprunté 63 373 millions pour financer leurs investissements dont 20 000 pour la région. 17 sur 36 n'ont pas sollicité de prêts .

#### **5 – LA SITUATION FISCALE**

Les collectivités publiques ont collecté 957 386 millions d'impôts dont 178 507 pour la région , 402 292 pour le département et 376 587 pour les communes .

**COMPTE SIMPLIFIÉ CONSOLIDÉ DES COLLECTIVITÉS GUADELOUPÉENNES**  
( en milliers d'euros )

<b>Exploitation</b>	Montant	<b>Investissement</b>	Montant
Dépenses de fonctionnement dont Frais de personnel	1.252.893 444 975	Dépenses	505 .763
Recettes de fonctionnement	1.431.089	Recettes	469.159
Excédent ou déficit	(+)178.196	Besoin ou capacité de financement	(-) 36 604
		Emprunt	63 373

**POUR LE COMITÉ DE RÉDACTION**

**JACQUES DAVILA**